



## PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

### COMITÉ FAO/OMS DE COORDINATION POUR L'AFRIQUE

#### Vingt-cinquième session

#### Kampala (Ouganda)

27- 31 janvier 2025

### ACTIVITÉS DU CODEX INTÉRESSANT LA RÉGION

(document élaboré par le coordonnateur du Comité)

#### A. NORMES ET TEXTES PERTINENTS DU CODEX

1. À ses 45<sup>e</sup>, 46<sup>e</sup> et 47<sup>e</sup> sessions, tenues en décembre 2022, novembre 2023 et novembre 2024, la Commission du Codex Alimentarius a adopté plus de 1 850 directives, codes d'usage et normes du Codex (y compris des normes numériques), qu'il s'agisse de révisions ou de nouveaux textes. Ce nouveau corpus du Codex continue de jouer un rôle essentiel dans la fourniture de solutions scientifiques qui permettent d'améliorer la qualité et la sécurité sanitaire des aliments tout en favorisant l'application de pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires.

2. Ces nouveautés interviennent alors que s'applique l'accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA), qui représente un tournant crucial pour l'Afrique. Les normes alimentaires établies par le Codex sont des outils fondamentaux pour faciliter le commerce loyal de produits agroalimentaires à travers le continent et pour protéger la santé de plus de 1,4 milliard de personnes dans le cadre de cet accord.

3. Plusieurs textes du Codex présentant un grand intérêt pour la région portent sur des questions de sécurité sanitaire des aliments à l'échelle régionale, comme les aflatoxines, les résidus de pesticides, la fraude alimentaire et la résistance aux antimicrobiens. Il s'agit notamment des textes suivants:

- la révision de la *Norme sur les huiles végétales portant un nom spécifique* (CXS 210-1999), inclusion de l'huile d'avocat;
- la révision de la *Norme sur les huiles d'olive et les huiles de grignons d'olive* (CXS 33- 1981);
- la *Norme sur les épices issues de racines, rhizomes et bulbes séchés ou déshydratés – curcuma*;
- les *Directives relatives aux mesures de contrôle de l'hygiène alimentaire sur les marchés alimentaires traditionnels*;
- le code d'usages pour la prévention et la réduction de l'intoxication par la ciguatera (CXC 83-2024);
- les limites maximales pour le plomb dans certaines épices;
- les limites maximales pour les aflatoxines totales dans certaines épices;
- les dispositions relatives aux additifs alimentaires et les révisions des dispositions de la *Norme générale sur les additifs alimentaires* (CXS 192-1995);
- les limites maximales de résidu (LMR) pour différentes associations pesticide/produit(s);
- la révision de la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985): dispositions relatives à l'étiquetage des allergènes;
- les directives sur la communication d'informations d'ordre alimentaire sur les aliments préemballés vendus en ligne;
- les directives sur l'utilisation de la technologie pour fournir des informations sur les aliments;
- les principes et directives sur l'utilisation d'audits et d'inspections à distance dans les cadres réglementaires;

- la *Norme sur les préparations de suite destinées aux nourrissons du deuxième âge et produit destiné aux enfants en bas âge* (CXS 156-1987);
- les *Directives de sécurité sanitaire pour l'utilisation et le recyclage de l'eau dans la production et la transformation des aliments* (CXG 100-2023);
- les *Directives pour la maîtrise des Escherichia coli producteurs de shiga-toxines (STEC) dans le bœuf cru, les légumes-feuilles frais, le lait cru et les fromages au lait cru, ainsi que les graines germées* (CXG 99-2023).

4. En outre, les membres de la région devraient porter un vif intérêt et contribuer aux importants travaux toujours en cours d'élaboration afin que ces efforts aient des retombées favorables dans la région. Les travaux en cours ou terminés font écho aux résultats d'une étude régionale menée en 2017-2018, dont il était ressorti que les principaux problèmes naissants dans la région concernaient les aflatoxines, les résidus de pesticides dans les aliments, la fraude alimentaire et la résistance aux antimicrobiens.

## **B. FONDS FIDUCIAIRE DU CODEX**

5. Le Fonds fiduciaire du Codex 2 (FFC2) a été lancé en 2016 à l'occasion de la 39<sup>e</sup> session de la Commission du Codex Alimentarius. Le FFC2 consiste à renforcer les capacités au sein des pays afin d'encourager une participation plus efficace au Codex, alors que le FFC1 s'attachait avant tout à favoriser la participation des pays en développement aux réunions du Codex.

6. En décembre 2024, pas moins de 31 pays de la région avaient reçu des fonds du FFC; trois autres pays (Namibie, Somalie et Togo) ont présenté une demande d'appui au titre du huitième cycle de financement du FFC et sont dans l'attente d'une confirmation, leurs projets ayant été approuvés sur le plan technique.

7. Neuf pays bénéficiaires ayant reçu des fonds au titre des cycles 1 (Ghana, Sénégal et Madagascar), 2 (Burkina Faso, Mali et Rwanda) et 3 (Bénin, Gambie et Nigéria) ont achevé la mise en œuvre des activités qui avaient été définies dans le cadre des différents projets.

8. Le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique, le secrétariat du FFC et les bureaux régionaux de la FAO et de l'OMS pour l'Afrique ont organisé en novembre 2023 à Sally, au Sénégal, un atelier régional à l'intention des pays de la région susceptibles d'obtenir un soutien du FFC. L'atelier a porté notamment sur l'utilisation et l'application de l'outil de diagnostic.

9. Cette manifestation vient s'ajouter au programme de mentorat et d'accompagnement mené par les bureaux régionaux de la FAO et de l'OMS pour l'Afrique ainsi que par l'Union africaine – Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine, dans le cadre duquel cinq pays (Botswana, Lesotho, Namibie, Somalie et Togo) ont reçu un appui visant à mobiliser les parties prenantes nationales et à élaborer et à présenter des dossiers de candidature pour obtenir un soutien du FFC. Les cinq candidatures ont reçu une réponse favorable.

10. Treize autres pays de la région peuvent aussi prétendre à une aide (ils sont énumérés dans l'annexe). Il faut élargir le soutien proposé par le FFC de sorte à y inclure la possibilité d'une aide supplémentaire ponctuelle sur mesure, par exemple une formation sur la rédaction et l'élaboration de dossiers à l'intention des pays admissibles afin de veiller à ce que leurs propositions soient présentées en temps voulu, à l'ouverture du prochain cycle d'appel à candidatures.

11. Un tableau récapitulatif des membres du Comité bénéficiaires du FFC en décembre 2024 figure en **annexe**.

## **C. AUTRES SUJETS RELATIFS AUX NORMES DU CODEX ET TEXTES APPARENTÉS**

12. On trouvera ci-dessous d'autres sujets d'intérêt particulier pour la région ayant trait aux activités des comités du Codex, qui ont été jugés prioritaires par les membres et sont liés aux domaines prioritaires régionaux en matière de sécurité sanitaire des aliments.

Comité	Exemples de sujets d'intérêt particulier (liste non exhaustive)
CCFL	Annexe de la Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CXS 1-1985): directives sur l'étiquetage de précaution relatif à la présence d'allergènes
	Directives sur l'application des dispositions d'étiquetage des denrées alimentaires dans des situations d'urgence
CCNFSDU	Norme sur les aliments pour les nourrissons du deuxième âge et les enfants en bas âge
	LM pour le plomb dans les épices, les écorces séchées et les herbes culinaires séchées
CCCF	Plans d'échantillonnage pour les aflatoxines totales et l'ochratoxine A dans certaines épices (piment fort et paprika séchés, et noix de muscade)
	Code d'usages pour la prévention et la réduction de la contamination des aliments par le cadmium
	Révision du Code d'usages pour la prévention et la réduction de la contamination des arachides par les aflatoxines (CXC 55- 2004)
CCPR	Directives pour le suivi de la pureté et de la stabilité des matériaux de référence de pesticides et des solutions mères apparentées pendant un stockage prolongé
	Homologations nationales de pesticides
	Liste prioritaire des pesticides proposés pour évaluation par la JMPR
CCSCH	Norme sur les épices issues de fruits et de baies séchés ou déshydratés – vanille
	Norme sur la cardamome du Népal
	Norme sur la cannelle
	Norme sur les graines séchées – coriandre
CCFFV	Projet de norme sur les dattes fraîches
	Norme sur les feuilles de curry fraîches
CCFICS	Directives relatives à la prévention et au contrôle de la fraude alimentaire
	Orientations relatives aux mécanismes de recours dans le contexte du rejet de denrées alimentaires importées
	Principes pour la dématérialisation des systèmes nationaux de contrôle des aliments
	Orientations relatives à la normalisation de la représentation des exigences sanitaires
	Révision des Principes et directives sur l'échange d'informations entre des pays importateurs et exportateurs pour soutenir le commerce alimentaire (CXG 89- 2016)
	Projet de consolidation des directives relatives à l'équivalence
CCFA	Norme sur la levure de boulanger
	Nouveaux travaux sur les projets de dispositions de la NGAA relatives aux additifs alimentaires
CCFO	Norme sur les huiles oméga-3 d'origine microbienne
	Révision des normes du Codex sur les graisses et les huiles visant à réduire la consommation d'acides gras trans
CCFH	Révision des Directives sur l'application des principes généraux en matière d'hygiène sur la maîtrise de <i>Vibrio</i> spp. dans les fruits de mer (CXG 73-2010).
	Révision des Directives sur l'application des principes généraux d'hygiène alimentaire à la maîtrise des virus dans les aliments (CXG 79- 2012)
	Révision des Directives pour la maîtrise de <i>Campylobacter</i> et de <i>Salmonella</i> dans la chair de poulet (CXG 78- 2011)
	Révision des Directives pour l'application des principes généraux d'hygiène des denrées alimentaires à la maîtrise de <i>Listeria monocytogenes</i> dans les aliments prêts à consommer (CXG 61- 2007)
CCRVDF	LMR de la dicyclohexylamine de fumagilline (DCH) – filet de poisson et miel
	Directives à l'intention des autorités compétentes sur les mesures à prendre lorsque les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments sont inférieurs ou supérieurs aux niveaux d'action ou lorsqu'aucun niveau d'action n'est établi
CCCPL	Norme sur le millet en grains entiers

## D. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

13. Le Comité est invité à examiner les sujets évoqués dans le présent document et en particulier:
- a) à prendre note des sujets présentés ci-dessus afin d'appuyer les travaux en cours et à formuler des recommandations qui seront examinées par la Commission du Codex Alimentarius;
  - b) à encourager les pays à envisager d'adopter/adapter les textes et autres normes pertinentes du Codex publiés récemment dans leurs cadres nationaux respectifs en vue de renforcer le commerce intra-africain et de permettre une mise en œuvre efficace de la Zone de libre-échange continentale africaine;
  - c) à encourager les membres de la région à intégrer et renforcer, au sein de leur gouvernement, des activités permettant de faire mieux connaître le Codex et la sécurité sanitaire des aliments;
  - d) à encourager les pays à préparer et présenter conjointement des propositions de nouveaux travaux d'intérêt commun; à examiner les possibilités en matière d'échange d'informations entre les pays de la région, notamment les données pertinentes et les avis scientifiques des experts, en vue de l'élaboration de propositions de nouveaux travaux;
  - e) à encourager les membres à réfléchir à des possibilités de coprésidence des groupes de travail électroniques ou à des formules d'accueil conjoint, afin de renforcer la participation de la région aux travaux portant sur les sujets qui la concernent;
  - f) à définir des moyens permettant aux pays admissibles de la région de participer à l'éventuel prochain cycle d'appel à candidatures du Fonds fiduciaire du Codex (FFC2) afin de renforcer leurs capacités, notamment en ce qui concerne la création de structures du Codex au niveau national; à examiner la possibilité de présenter des candidatures conjointes.

**ANNEXE**

Cycle 1 (projets terminés)	Cycle 2 (projets terminés/en cours d'exécution)	Cycle 3 (projets terminés/en cours d'exécution)	Cycle 4 (en cours d'exécution)	Cycle 5 (en cours d'exécution)	Cycle 6 (en cours d'exécution)	Cycle 7 (en cours d'exécution)	Cycle 8 (projets approuvés sur le plan technique, en attente de fonds supplémentaires du FFC)	Admissibles au prochain appel à candidatures
Ghana	Burkina Faso	Bénin	Maurice	Érythrée	Comores	Botswana	Namibie	Angola, Cameroun, Congo, Djibouti, Eswatini, Guinée équatoriale, Maroc, Mauritanie, Mozambique, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Tchad
Madagascar	Cabo Verde	Côte d'Ivoire		Éthiopie	Niger	Lesotho	Somalie	
Sénégal	Guinée	Nigéria		Guinée-Bissau	Sierra Leone		Togo	
	Mali	Malawi		Libéria	Zambie			
	Rwanda	Gambie			Zimbabwe			
		Ouganda, Kenya, Tanzanie, Soudan du Sud, Burundi						

**Légende:**

Projets terminés	
En cours d'exécution	
En attente d'une confirmation de fonds fournis par le FFC	
Admissibles à l'obtention d'un soutien au prochain appel à candidatures	